



700 millions de dollars investis dans le capital humain et la transformation économique

Partenariat : Le Maroc et la Banque mondiale franchissent un nouveau cap

Leila Ouchagour
louchagour@aujourd'hui.ma

Ce nouveau cadre de partenariat permettra de guider, d'assister financièrement et techniquement le Maroc au cours des 6 prochaines années.

Le conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale vient de donner son feu vert pour un nouveau cadre de partenariat avec le Maroc. En effet, ce cadre permettra de guider, d'assister financièrement et techniquement le Maroc au cours des 6 prochaines années. A en croire la BM, la société marocaine connaît une dynamique positive en termes

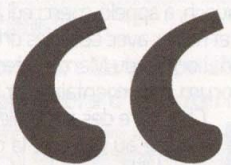
d'urbanisation et de transition démographique lui permettant d'instaurer une croissance forte et inclusive. «Le Maroc a enregistré d'importantes avancées économiques et sociales, ce qui a fait grandir les aspirations de la population, en particulier chez les jeunes», explique Marie Françoise Marie-Nelly, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le

Maghreb, précisant que les autorités marocaines ont lancé des plans ambitieux pour répondre à ces aspirations, et leurs initiatives bénéficieront du soutien total du Groupe de la Banque mondiale. «Le Maroc possède un potentiel formidable. Pour le réaliser, il doit investir dans les jeunes afin de leur donner les compétences dont ils auront besoin pour être le moteur de la transformation économique. Et il doit promouvoir le dynamisme du secteur privé, clé de la création d'emplois», ajoute Marie Françoise Marie-Nelly.

En quoi consiste ce partenariat ?

Aux termes de la Banque mondiale, ce cadre de partenariat-pays (CPF) 2019-2024 a pour objectif de soutenir «l'ambition du Maroc de renforcer son avantage concurrentiel dans l'économie mondiale tout en promouvant une prospérité partagée au sein de sa population». Dans le cadre de ce partenariat, la banque a également annoncé que ses administrateurs ont donné «leur aval à un projet de 611,3 millions d'euros (soit l'équivalent de 700 millions de dollars) destiné à aider le Maroc à accélérer l'adoption des technologies numériques afin d'en faire une source d'emplois, de croissance et de services de meilleure qualité et de se doter d'une base essentielle pour conduire la transformation économique en Afrique du Nord et plus généralement sur le continent africain». Le nouveau CPF se décline en trois axes d'action

stratégiques. Le premier repose sur la création d'emplois dans le secteur privé. Le deuxième axe vise à renforcer le capital humain. Le dernier axe consiste à promouvoir un aménagement du territoire résilient et profitant à tous. Dans ce schéma, la gouvernance et la participation citoyenne, l'égalité hommes-femmes et le numérique sont considérés comme priorités transversales entre les différents axes.



Le nouveau CPF se décline en trois axes d'action stratégiques. Le premier repose sur la création d'emplois dans le secteur privé. Le deuxième axe vise à renforcer le capital humain. Le dernier axe consiste à promouvoir un aménagement du territoire résilient et profitant à tous.

Financements privés, éducation et répartition équitable des infrastructures...

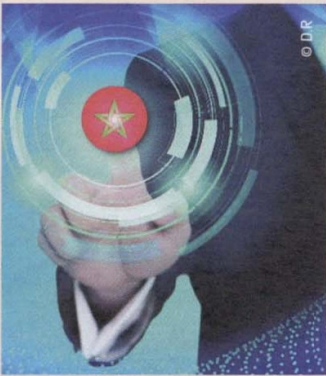
En termes d'entrepreneuriat, la banque relève que le Maroc a fait des progrès constants durant les dernières années en ce qui concerne son classement dans l'indice Doing Business, néanmoins les petites et moyennes entreprises continuent de se heurter à des obstacles qui entravent leur croissance et leur capacité à créer des emplois. Dans ce sens, le premier axe engagera les efforts pour accroître la concurrence à améliorer l'environnement des entreprises, notamment pour les PME. Pour y

parvenir, le CPF exploitera les points forts de l'ensemble des institutions du Groupe (BIRD, IFC et la MIGA) afin d'optimiser les ressources dont le Maroc dispose pour son développement en faisant appel au secteur privé en termes de financement et de solutions viables. Du côté de l'IFC, celle-ci va collaborer avec «*la MIGA et la BIRD pour favoriser la participation du secteur privé dans des secteurs clés comme l'infrastructure, le développement régional, l'éducation, le marché des capitaux et la finance numérique, en s'efforçant ainsi de combiner les instruments de réduction des risques qu'offre le Groupe*

de la Banque mondiale», explique Xavier Reille, responsable des opérations de l'IFC pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ajoutant que l'IFC va aussi amplifier son soutien financier et ses services conseil afin d'exploiter tout le potentiel du secteur privé en faveur de la création d'emplois et de la croissance inclusive. Dans son deuxième axe stratégique, ce partenariat repose sur le renforcement du capital humain. Le défi à relever sera de doter le Maroc des compétences nécessaires pour soutenir la concurrence dans l'économie mondiale. Ainsi, le Maroc devra investir davantage dans le développement de la petite enfance

et dans la qualité de l'éducation à tous les stades afin d'assurer la transformation de l'économie. Ce partenariat cible également les régions les moins développées dans son troisième axe, il s'agit de promouvoir une répartition équitable des infrastructures et des services à l'échelle du pays. Il sera question d'améliorer la gestion des ressources en eau et de renforcer la résilience du Maroc aux chocs causés par le changement climatique, en faisant en sorte que les habitants de toutes les régions du pays aient les ressources et les capacités nécessaires pour faire face à leurs conséquences.

Les nouvelles technologies comme levier de transformation de l'économie



Le digital et les nouvelles technologies sont des facteurs clés de la transformation de l'économie. Dans le cadre de ce partenariat, l'objectif sera d'exploiter le potentiel des nouvelles technologies afin de promouvoir l'entrepreneuriat, la productivité et les plates-formes d'administration en ligne. Cette initiative s'attachera donc à soutenir le développement d'un secteur financier inclusif et d'une économie numérique compétitive et permettra de s'attaquer aux problèmes d'insertion économique et sociale dont sont notamment victimes les jeunes, les femmes et les populations rurales. Ce programme «appuiera aussi l'adoption de réformes qui permettront de développer les infrastructures et les plates-formes digitales indispensables pour élargir le recours aux paiements mobiles et accroître la concurrence entre prestataires du numérique. L'entrepreneuriat digital est au cœur du programme, qui s'attachera à œuvrer davantage pour faciliter la création d'entreprises en ligne et améliorer l'accès aux financements afin de libérer le potentiel des start-up numériques marocaines», selon Djibrilla Issa, spécialiste principal du secteur financier et chef d'équipe du projet.